



# L'Economiste

Comprendre l'économie

Bulletin Economique

**LA STAGNATION SECULAIRE**

*"Analyse économique"*

-30 Mars 2015-

L'ECONOMISTE

France

Tel: +33.(6).98.70.49.15 - Fax: +33.(8).26.99.74.01 - Email: [contact@leconomiste.eu](mailto:contact@leconomiste.eu)

[www.leconomiste.eu](http://www.leconomiste.eu)

**- ANALYSE ECONOMIQUE -**

La croissance économique atone dans les pays développés, notamment européens, est souvent considérée comme la conséquence de la crise globale éclatée en 2007-2008. Toutefois, si cette dernière n'est pas sans lien, il apparaît que la situation économique actuelle dans les pays développés s'inscrit dans un processus plus large de déclin à long terme dont les causes fondamentales sont antérieures à la crise financière. En effet, déjà avant 2007, nombre de ces économies étaient dans l'incapacité à retrouver des rythmes de croissance soutenus, elles peinaient à utiliser pleinement les capacités de production et à atteindre le plein emploi.

**CONTEXTUALISATION**

**L'activité économique mondiale n'est pas dans un processus traditionnel de reprise.** En effet, la dynamique globale n'indique pas un cycle selon le couple habituel "*Crise-Reprise*" comme cela a toujours été le cas par le passé avec une reprise plus ou moins rapide et forte succédant à une crise contenue dans le temps. Plus de sept ans après le début de la crise globale en 2007, plusieurs pays ne sont toujours pas sortis de la situation née de ces événements ; ce qui constitue une période extrêmement longue dans l'histoire économique. En outre, même les pays ou zones économiques semblant avoir soldé cette situation évoluent en réalité bien souvent dans un environnement fragile et fortement conditionné.

**Dans ce contexte, une notion ancienne refait son apparition : la « Stagnation Séculaire ».** Historiquement, l'économiste Alvin HANSEN utilise pour la première fois cette terminologie en 1938 dans le sillage de la grande dépression des années 1930. De façon plus contemporaine, c'est l'économiste Larry SUMMERS qui a relancé cette expression pour caractériser la période actuelle.

**En substance, cette notion renvoie à l'idée selon laquelle l'économie mondiale est prise dans une « trappe à baisse croissance ».** En effet, le monde développé connaît depuis 2008 une croissance potentielle durablement affaiblie autour de laquelle il y aura certes des volatilités (des hauts et des bas) mais où la tendance globale indique une incapacité à retrouver un sentier de croissance globale se rapprochant de ce que le monde concevait auparavant comme étant sa croissance potentielle. Par conséquent, la stagnation séculaire a des répercussions sur la pauvreté, les grands équilibres géoéconomiques et géopolitiques, sur les systèmes sociaux et sur les pactes sociaux issus de la Seconde Guerre mondiale avec des frictions politiques et sociales induites au sein des grands ensembles nationaux et internationaux.

**La stagnation séculaire remettrait en cause des concepts fondamentaux.** En effet, les sociétés modernes se sont construites sur un ensemble d'indicateurs et de mesures des politiques économiques basées sur une notion clef : la croissance potentielle<sup>1</sup>, autrement dit l'accumulation de richesses pouvant être réalisée à moyen et long terme si les facteurs de productions sont correctement utilisés. Or, il apparaît que la période de sept ans venant de s'écouler depuis le déclenchement de la crise globale a considérablement diminué la croissance potentielle mondiale, *a fortiori* dans les pays développés dont beaucoup n'ont pas su s'adapter pour faire le lien entre un monde ancien qui se meurt et le nouveau qui s'impose à eux. Même si le raisonnement demeure quant à la croissance potentielle -à savoir qu'elle est facteur de la dynamique démographique, de la capacité à accumuler des stocks de capital (machines, outils, innovations, usines,...), du niveau d'investissement et de la productivité du travail (efficacité de la production)- l'ampleur de cette croissance potentielle est revue à la baisse.

**Plusieurs explications seraient à l'origine de ce phénomène de stagnation séculaire.** Si la pertinence du phénomène de stagnation séculaire ne fait pas consensus au sein de la communauté scientifique des économistes pour caractériser la période dans laquelle les économies développées se trouvent, les principaux facteurs sous-jacents sont quant à eux relativement consensuels, même si l'importance accordée à chacun de ces facteurs peut varier :

- Dégonflement de la bulle de crédit ;
- Panne du progrès technique ;
- Déclin démographique et vieillissement ;
- Problématique énergétique.

---

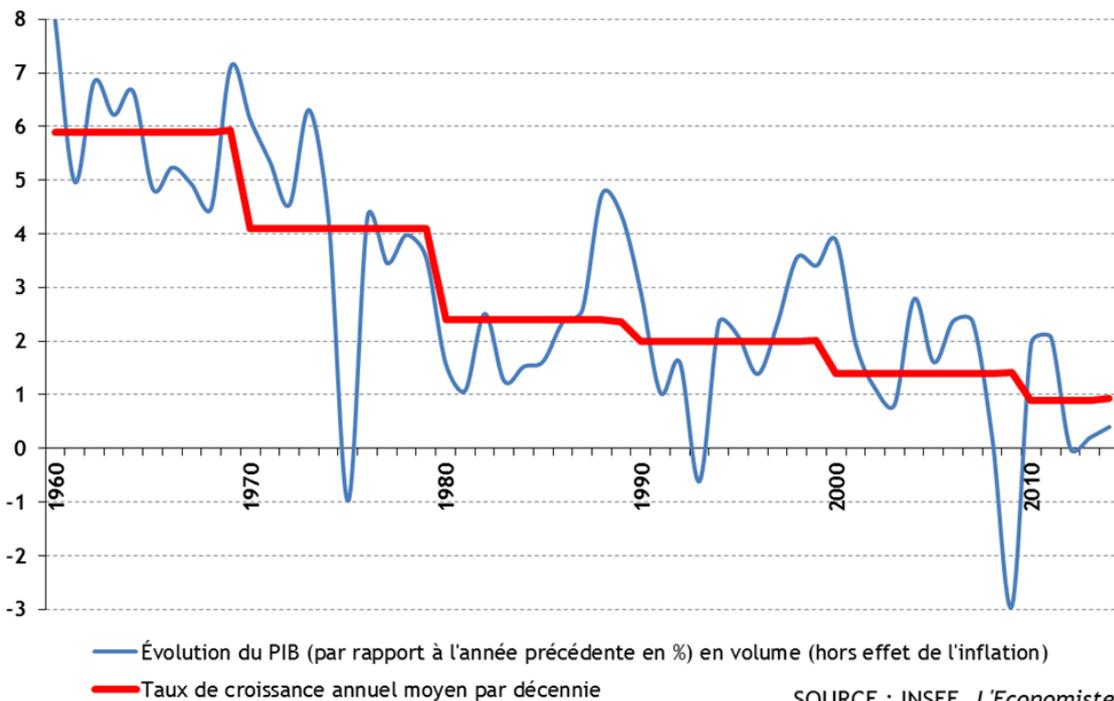
<sup>1</sup> Notion différente de la croissance effective qui renvoie à la croissance effectivement constatée.

## OBSERVATION EMPIRIQUE DES TAUX DE CROISSANCE

La simple observation de l'évolution de la croissance au sein des pays développés tend à soutenir l'idée de la stagnation séculaire. En effet, au-delà de l'analyse portant sur la pertinence ou non de la notion de stagnation séculaire en tant que concept permettant de caractériser la période que traverse actuellement les pays développés, il semble que le ralentissement du rythme d'accumulation des richesses (c'est-à-dire la croissance économique) au sein de ces pays vient accréditer l'idée selon laquelle ces derniers ont durablement rompu avec les taux qui prévalaient il y a plusieurs décennies.

Les pays développés, au sein desquels on trouve les pays européens et en particulier la France, vivent dans la nostalgie de la période des Trente Glorieuses<sup>2</sup>. A ce titre, en France, la croissance économique était de l'ordre de +6% par an dans les années 1960. Mais depuis, le pays connaît une décélération continue avec une croissance de +4% par an dans les années 1970, +2,5% dans les années 1980, +2% dans les années 1990, +1,5% dans les années 2000 et maintenant +1% depuis le début des années 2010 ; et même proche de 0% par an depuis 2012. Si les chiffres varient selon les pays étudiés, la dynamique baissière reste la même partout. Dès lors, par opposition aux « Trente Glorieuses », la France et les pays riches connaissent ce qu'il convient d'appeler les « Trente Piteuses » qui sont en réalité plus proches des 35-40 ans depuis les années 1980.

## Taux de croissance du PIB en France depuis 1960

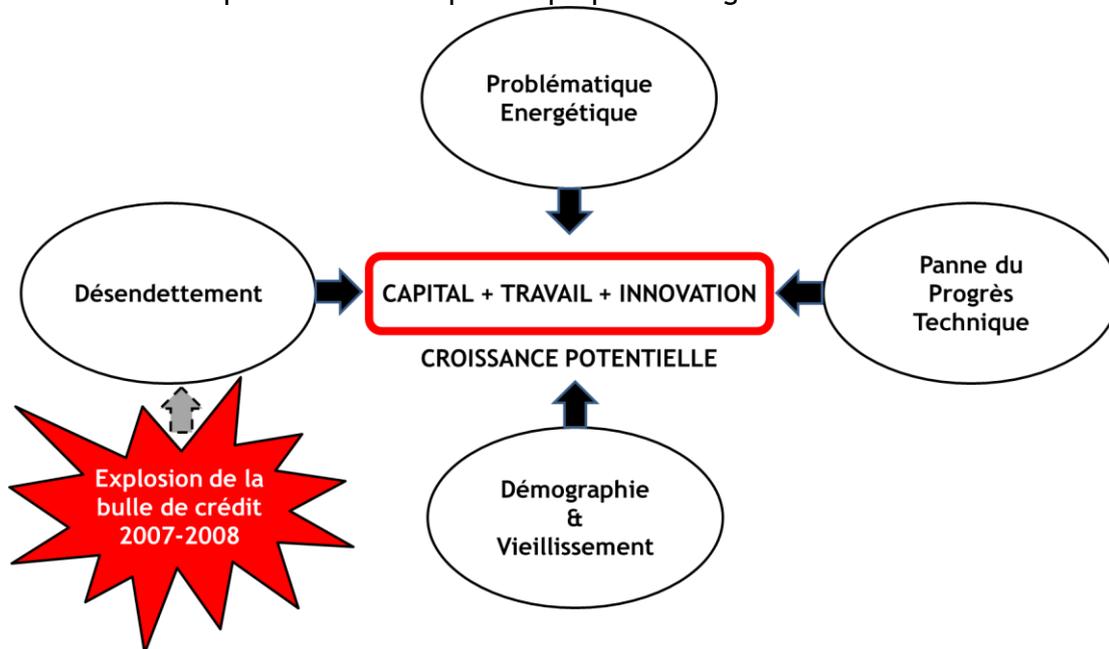
SOURCE : INSEE, *L'Economiste*

Toutefois, replacée dans une perspective historique de long terme, la période des Trente Glorieuses est tout à fait exceptionnelle. En effet, le dynamisme économique de cette période correspondait largement au besoin d'équipement des ménages et à la nécessaire reconstruction de l'appareil productif européen qui avait été détruit au cours des deux conflits mondiaux (1914-18 et 1939-45). Avant cela, entre l'an 0 et l'an 1000 après Jésus Christ, la croissance était de +0% ; entre l'an 1700 et 1820 (prémices du capitalisme), la croissance était de +0,5% par an ; puis, entre 1820 et 1950 (développement du capitalisme, libéralisation des échanges et révolution industrielle) la croissance économique moyenne était de 1,75% par an ; ensuite, entre 1950 et 1970 (Trente Glorieuses) la croissance était de +4% par an en moyenne au niveau mondial. De nos jours, cette croissance mondiale est de l'ordre de +3% par an et les projections soulignent qu'en 2040, le monde va probablement retourner à +2% par an lorsque la transition démographique et le rattrapage économique des pays émergents (Afrique, Chine, Inde, etc.) qui tirent la croissance mondiale seront terminés.

<sup>2</sup> Expression de l'économiste Jean FOURASTIE désignant en Europe occidentale la période exceptionnelle allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1970 durant laquelle la croissance économique était forte et les transformations sociales ont été profondes au sein des sociétés concernées.

## SCHEMATISATION DE LA STAGNATION SECLAIRE

La vigueur de la croissance économique potentielle dépend de (1) la quantité de facteur *capital* (machines, outils, bâtiments, véhicules...) et (2) la quantité de facteur *travail* (nombre et qualification des travailleurs) engagées dans la production ainsi que (3) de l'importance et de la portée du processus d'innovation (progrès technique). Dans ce cadre, la croissance économique potentielle, c'est-à-dire le potentiel d'accroissement des richesses, est déstabilisée par plusieurs facteurs qui se combinent pour expliquer la stagnation séculaire :



I. **Désendettement lié à l'explosion de la bulle de crédit qui a éclaté en 2007-2008.** Cet évènement a entraîné tout un processus d'effets en chaîne : (1) le désendettement (privé puis public) fragilise la demande (c'est-à-dire la consommation privée et publique) et dans son sillage l'investissement ; ensuite, (2) ce ralentissement de la consommation et de l'investissement se traduit par un ralentissement de la hausse des prix (inflation) qui diminue les perspectives de bénéfice des entreprises privées ; enfin, (3) l'ensemble du processus diminue l'assiette fiscale, c'est-à-dire la taille des ressources à l'origine des rentrées fiscales (ménages, entreprises) pour les structures publiques (Etats, collectivités), ce qui accroît la tendance à la rigueur budgétaire et incite l'ensemble des agents économiques (ménages, entreprises, Etats) à renforcer leurs efforts de désendettement, créant ainsi une forme de cercle vicieux.

II. **Panne du progrès technique.** Il convient d'observer que dans tous les pays et dans presque tous les secteurs de l'économie, les gains de productivité (c'est-à-dire la croissance économique provenant de l'amélioration du progrès technique dans le processus de production ou le capital humain<sup>3</sup>) ralentissent depuis plus de 30 ans. Plusieurs sources sont à l'origine de cette panne du progrès technique : (1) il est difficile de mesurer le progrès technique dans une économie contemporaine. En effet, la valeur des services que rend internet n'est pas directement intégrée dans le calcul du PIB (Produit Intérieur Brut). En outre, (2) les sociétés et les économies mettent beaucoup de temps à savoir utiliser pleinement les avancées technologiques et donc à ressentir les impacts positifs sur l'activité. A titre d'exemple, il aura fallu attendre 30 à 40 ans avant que l'économie intègre pleinement les gains de progrès liés à l'invention du moteur électrique. Enfin, ce qui est considéré comme un progrès technique important (le numérique au sens large) ne l'est peut-être en réalité pas vraiment, ou en tout cas il est beaucoup moins fondamental dans la vie économique que ne l'a été par exemple la machine à vapeur, l'automobile ou l'avion. Les historiens développent notamment cette approche selon laquelle les vraies innovations de rupture ont été la charrue, le moulin à vent, l'électricité etc., et pas internet qui est globalement d'un apport marginal (ex : le passage de la diligence au train a entraîné des gains de productivité importants, alors que dans ce domaine internet permet certes de réserver des billets en ligne mais l'apport véritable ne consiste qu'à un gain de temps qui a beaucoup moins d'impact sur la vie économique et quotidienne que le passage au train).

<sup>3</sup> Ensemble des dispositions durables dont l'acquisition et la possession rendent les personnes plus productives dans leurs diverses activités.

**III. Démographie et vieillissement.** Pour certains, la cause profonde du déclin est la faible fertilité du monde développé qui, après trois décennies (50's, 60's et 70's) marquées par un profil démographique porteur, se caractérise certes par une augmentation démographique pour certains (Etats-Unis, France) ou une stagnation pour d'autres (Royaume-Uni), mais surtout par une diminution pour la plupart (Japon, Allemagne, Italie, Espagne,...). Or, le ralentissement de la croissance démographique réduit mécaniquement le volume de la main d'œuvre disponible, et donc impacte négativement le potentiel de croissance économique des pays développés. En outre, concernant l'innovation, cela renvoie à la notion de « productivité globale des facteurs », c'est-à-dire lorsque sont associés le *travail* et le *capital* pour obtenir une production efficace. Or, si la démographie diminue, alors cela signifie que les inactifs sont plus importants par rapport aux nombre d'actif (en substance, il y a plus de retraités par rapport aux travailleurs). Dès lors, le facteur travail intégrable dans la production va diminuer et cela va donc jouer négativement sur la productivité. De plus, le vieillissement de la population consécutif au déclin démographique induit *de facto* que le potentiel et l'appétence à l'innovation est moindre du fait de populations plus âgées. Au-delà même de l'effet négatif sur la demande de construction, le vieillissement de la population renforce également la priorité pour l'épargne et donc la préférence pour une inflation la plus faible possible.

**IV. Problématique énergétique.** En effet, le PIB est réalisé à partir de deux composantes : (1) ce qui dépend des flux physiques (ex : fabrication de voitures, chaises, couteaux,...) et (2) ce qui ne dépend pas des flux physiques, c'est-à-dire l'augmentation de la valeur des actifs (ex : quand 1m<sup>2</sup> de tissu est vendu deux fois plus cher sans qu'il y ai deux fois plus de travail ou de surface, alors les flux physiques n'ont pas changé ; la valeur du PIB a augmenté sans qu'il y ait besoin de plus d'énergie pour produire). Or, depuis 2006, c'est-à-dire quand l'Europe notamment est passée par son maximum d'approvisionnement énergétique, tous les flux physiques ont diminué (moins de logements construits, production industrielle en baisse dans la plupart des pays développés,...). Ainsi, si globalement le PIB en Europe stagne -voire diminue dans certains pays-, cela intervient malgré la baisse de la consommation d'énergie du fait d'un artefact lié à la valorisation des actifs, autrement dit l'inflation. **Dans ce cadre, la stagnation séculaire est aussi liée à la raréfaction des ressources énergétiques.** En effet, la civilisation industrielle a mis les machines au travail à la place des hommes. Or, les machines ne fonctionnent pas comme les hommes grâce à un apport calorifique, mais grâce à de l'énergie. Dès lors, quand il y a moins d'énergie disponible, il y a mécaniquement moins de PIB créé car ce dernier dépend largement des quantités d'énergies utilisées. De nos jours, cette énergie utilisée (essentiellement d'origine fossile : gaz, pétrole, charbon) est caractérisée par le fait qu'il faut trouver des gisements avant d'extraire ce qu'ils contiennent. Ainsi, les premiers gisements trouvés sont les plus gros et les plus directement exploitables. Par conséquent, ce sont les plus faciles à utiliser aux moindres coûts, avec les débits les plus importants, qui sont exploités en priorité. Avec le temps, les gisements disponibles sont et seront plus petits et/ou moins commodes à exploiter (plus profond, plus difficiles d'accès, etc.) et donc les débits émis sont appelés à être plus difficiles à faire croître. Dans les années 1960, l'approvisionnement énergétique des pays développés croissait de +4% par an, puis +3% dans les années 1970, +2% dans les années 1980, +1% dans les années 1990, +0% dans les années 2000. Actuellement l'approvisionnement décroît au rythme de -1% par an et ce mouvement est appelé à s'amplifier. Dès lors, parce que ce sont les machines qui produisent et non les hommes, et que les machines consomment de l'énergie, le PIB va suivre cette tendance : c'est ce qui se passe depuis un demi-siècle avec une croissance du PIB qui diminue régulièrement d'une décennie à l'autre dans les pays développés.

D'autres facteurs peuvent être évoqués : mauvaise coordination des politiques économiques mondiales, inégalités, faibles taux d'intérêt ou manque d'investissement. Néanmoins, tous ces aspects sont davantage des conséquences que des causes à proprement parler. Dans un contexte de stagnation séculaire, la promesse tacite sur laquelle nos sociétés reposaient -*garantir à chaque nouvelle génération de vivre mieux que la précédente*- semble de plus en plus caduque. Par conséquent, les dirigeants politiques seraient mieux avisés (1) d'intégrer cela dans les discours adressés aux populations et (2) de raisonner sur des projections de croissance économique faibles voire nulles à long terme, plutôt que sur des projections fantaisistes révisées presque systématiquement à la baisse *a posteriori*. Toutefois, des conditions sont nécessaires pour cela : (1) intégrer les considérations de long terme, et pas seulement les considérations électorales de court terme engendrées par les systèmes démocratiques, et (2) que les raisonnements économiques ne soient pas systématiquement instrumentalisés et caricaturés.